

Le grand financier des années 1980 devenu philanthrope sonne l'alarme face à la Russie de Poutine

GEORGE SOROS

«L'EUROPE DOIT SE RÉVEILLER D'URGENCE ET S'ARMER»

Le plus célèbre des investisseurs mondiaux, et l'un des hommes les plus riches de la planète grâce à son hedge fund Quantum, est aussi un européen convaincu. Juif hongrois, né à Budapest en 1930, il n'a jamais cessé d'intervenir en Europe de l'Est via des actions caritatives. Pour lui, l'attaque de l'Ukraine par la Russie met le monde en danger. Et menacerait l'existence même de l'Union européenne.

UN ENTRETIEN AVEC MARIE-PIERRE GRÖNDAHL

Paris Match. Vous revenez de Kiev, et l'une de vos fondations est très active en Ukraine depuis vingt-cinq ans. Le conflit entre ce pays et la Russie est devenu votre principale source d'inquiétude pour l'avenir de l'Europe. Expliquez-nous pourquoi.

George Soros. Les agissements de la Russie en Ukraine, avec l'annexion de la péninsule de Crimée et le soutien militaire aux rebelles séparatistes dans l'Est, représentent un défi à l'existence même de l'Europe. Je pense que la seule vraie question consiste à savoir si l'Europe, étouffée par sa bureaucratie et la complexité de son organisation, risque de se désintégrer face à la Russie. L'Union européenne ne fonctionne pas. Et elle vit aujourd'hui sous la menace de la Russie, un pays qui a

recours à la force et non au droit. Elle aurait dû, au contraire, saisir l'occasion de l'agression russe en Crimée pour redonner une nouvelle vie à une zone en voie de destruction. Mais les nations européennes, aux prises avec de multiples querelles internes, ont totalement échoué à comprendre et relever ce défi pour ne privilégier que leurs petits intérêts domestiques. L'Europe n'était pas prête à affronter une telle crise et Vladimir Poutine a su exploiter ses faiblesses. D'autant plus qu'il détient sans conteste l'avantage sur le terrain militaire.

Vous dites qu'une guerre est possible. Le pensez-vous vraiment ?

Oui. Mais les dirigeants européens, pas plus que les citoyens, ne semblent avoir conscience de ce danger. L'Europe doit se réveiller d'urgence. S'armer. Les Etats membres de l'Union européenne devraient agir comme des pays placés indirectement en situation de guerre. Car la Russie incarne désormais le modèle d'une société postdémocratique qui ébranle les valeurs fondatrices de l'Europe en s'appuyant sur le nationalisme. C'est la négation de la liberté. Le tsarisme contre la démocratie. Le retour

L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS LA BONNE RÉPONSE À LA CRISE DE LA ZONE EURO ET RENFORCE L'EUROSCEPTICISME

de la "Sainte Russie". L'Europe n'a pas le choix: il faut qu'elle s'unisse vraiment et qu'elle aide l'Ukraine à se défendre, puisque cette dernière veut rejoindre l'Europe. Dans les faits, l'attaque de la Russie contre l'Ukraine est une agression contre l'Europe, qui a le devoir de faciliter l'indépendance de l'Ukraine. Les Européens eux-mêmes doivent se pencher de plus près sur la "nouvelle" Ukraine, où l'engagement civique et politique est probablement plus fort que partout ailleurs en Europe. Les Ukrainiens ont prouvé qu'ils étaient prêts à se sacrifier pour leur pays. Cela pourrait aider les Européens à retrouver l'esprit qui a présidé à la création de l'Union. En sauvant l'Ukraine, l'Union européenne se sauverait elle-même.

Comment l'Europe pourrait-elle se lancer dans la préparation d'un conflit alors que l'austérité domine sa politique économique ?

L'austérité n'est pas la bonne réponse à la crise de la zone euro. Ces choix budgétaires et politiques n'ont eu pour conséquence que les scores élevés réalisés par les partis "eurosceptiques" aux dernières élections. En outre, les sanctions votées depuis contre la Russie – un mal certes nécessaire – ont encore aggravé la déflation et la dépression en Europe. Aider l'Ukraine est plus important que d'imposer des sanctions à la Russie. L'Europe doit surmonter

ses contradictions pour privilégier un effort de guerre au détriment de l'austérité.

Mais le FMI a mis en place un programme d'aide pour l'Ukraine...

Le FMI a accordé au printemps une ligne de crédit de 17 milliards de dollars, versés par tranches, dans le cadre d'un plan international de 27 milliards. Mais ce n'est pas suffisant. L'Ukraine a besoin d'une injection de cash immédiate de 20 milliards de dollars, et d'une garantie européenne et américaine pour l'aider à rééchelonner 18 milliards de dette.

L'austérité en Europe est défendue par l'Allemagne. Croyez-vous qu'elle pourrait y renoncer facilement ?

Le rôle de l'Allemagne sur la scène européenne est ambivalent. Angela Merkel a fait preuve d'un grand courage et s'est révélée, pendant la crise ukrainienne, comme le plus grand chef d'Etat européen. La chancelière a reconnu, bien avant ses élites et sa population, la menace qu'incarne la Russie pour l'Union européenne, et elle l'a affirmé haut et fort à maintes reprises en dépit d'une opposition intérieure. L'opinion publique allemande ne s'est ralliée à sa position qu'après le tir contre l'avion civil de la Malaysia Airlines. Mais, sur le terrain économique, son inaltérable foi en l'austérité – et dans les contraintes budgétaires qui en résultent pour les pays concernés – est en contradiction avec sa vision du conflit entre l'Ukraine et la Russie. Au lieu de plaider pour l'aggravation des sanctions, qui à leur tour aggravent le marasme économique européen, Angela Merkel devrait se faire l'avocate d'un plan d'aide accru pour l'Ukraine, ce qui stimulerait l'économie européenne. L'ambivalence de la stratégie allemande aujourd'hui repose aussi sur une réalité historique plus grave. L'Allemagne refuse d'assumer réellement sa position de leader politique en Europe, à cause du poids de son passé. Or ce pays domine l'Europe, qu'il le veuille ou non. Le refuser ne contribue qu'à accentuer la paralysie actuelle de la zone.

Berlin n'en donne pas moins l'impression d'imposer les politiques économiques suivies par ses partenaires...

Oui, mais à tort, justement. En agissant ainsi, l'Allemagne a transformé un rassemblement de pays égaux en une union divisée entre créanciers et débiteurs. Ni les uns ni les autres ne remplissent leurs devoirs, et les relations entre les Etats membres s'en ressentent. En allemand, le mot dette – "Schuld" – signifie aussi "faute". Il est donc logique de reprocher aux pays endettés leur situation. De surcroît, la Banque centrale européenne reste sous contrôle allemand, ce qui empêche son président, Mario Draghi, de lancer la lutte contre la déflation, alors qu'il s'agit de l'autre grand danger qui plane sur l'Union européenne. Mon espoir est que l'Allemagne accepte un changement et s'aperçoive enfin que l'austérité est contre-productive. La mémoire collective outre-Rhin est hantée par le drame de l'inflation, quand la menace actuelle tient à l'opposé: la déflation. Les Allemands, via la domination qu'exerce la Bundesbank sur la BCE, persistent donc à combattre une inflation inexistante. Eux seuls détiennent les clés d'un changement monétaire et budgétaire majeur. Eux seuls en ont la responsabilité. La tragédie, c'est qu'ils la rejettent. Si cela continue, l'Allemagne ne sera plus perçue comme un leader, mais comme un oppresseur. Elle ne sera plus admirée mais haïe.

La déflation et la stagnation économique qu'elle entraîne pourraient-elles "tuer" l'Europe ?

De nombreuses nations ont vécu de longues périodes de

stagnation, mais n'en sont pas mortes. Le Japon connaît cette situation depuis vingt-cinq ans et essaie désespérément de s'en extirper au moment même où l'Europe y plonge. Mais le problème de l'Union européenne, c'est qu'elle n'est précisément pas une nation. C'est une association imparfaite d'Etats souverains. En tant que telle, elle risque de ne pas survivre. Les débiteurs ne peuvent pas payer leurs dettes et se retrouvent à la merci de leurs créanciers. Cette scission a créé un système à deux vitesses, involontaire et inégalitaire.

La crise de la zone euro est-elle terminée ?

Disons qu'elle devient moins financière et plus politique. Mais le système bancaire européen fonctionne mal. Il agit comme un "parasite" en bloquant le retour de la croissance. Sa première mission est sa propre préservation, pas le soutien

Dans sa suite à l'hôtel Bristol, à Paris, avec Tamiko Bolton, 43 ans, sa troisième femme. Le financier américain est venu présenter son dernier livre: «La tragédie de l'Union européenne» (éd. Saint-Simon).



à l'économie réelle. Voilà pourquoi les petites et moyennes entreprises, qui représentent la colonne vertébrale de l'économie, ne bénéficient pas des aides appropriées. **L'Allemagne a-t-elle raison d'exiger des réformes de la part de la France ?**

En tout cas, sur ce point, je comprends l'attitude de l'Allemagne. La France a besoin de se transformer et de modifier profondément certaines de ses structures, en priorité son marché du travail. Elle est bien aujourd'hui "l'homme malade de l'Europe" à la traîne de l'Espagne et de l'Italie. En revanche, je partage l'analyse française en faveur d'une politique européenne de soutien à la croissance. ■